



Revue de presse



Dimanche 15 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: les services extérieurs appelés à mener "une révolution numérique"



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a appelé, jeudi à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant "une révolution numérique", d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La préservation du pouvoir d'achat parmi les objectifs principaux du PLFR 2023



Le projet de Loi de finances rectificative (PLFR) 2023, adopté dernièrement par l'Assemblée populaire nationale (APN), vise principalement la « préservation du pouvoir d'achat des citoyens », a réaffirmé jeudi à Tipasa le ministre des Finances, Laaziz Faïd.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Services extérieurs du secteur des finances : à l'aube d'une révolution numérique

Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a appelé, jeudi dernier à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant « une révolution numérique ».

Services extérieurs du secteur des finances : à l'aube d'une révolution numérique



Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a appelé, jeudi dernier à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'État, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant "une révolution numérique", d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.

Bureaux et réglementation de change : le citoyen ne pourra pas convertir ses dinars en devises

La Banque d'Algérie, le Conseil Monétaire et Bancaire, a adopté le 21 septembre 2023, le projet de règlement relatif aux conditions d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change. Ce nouveau règlement de l'autorité monétaire constitue le premier texte réglementaire depuis la promulgation de la loi monétaire et bancaire n° 23-09 du 21 juin 2023.

Paiement électronique : 3.587 milliards de DA de factures payées en un clic

Les efforts du gouvernement pour introduire le paiement électronique dans les mœurs ont fini par payer. En effet, le montant des transactions effectuées entre le mois de janvier et fin août 2023, soit en l'espace de huit mois, s'est élevé à 3.587 milliards de dinars, ce qui constitue un record depuis le lancement du paiement électronique en Algérie en 2016.

Ce montant est d'autant plus important lorsque l'on sait que ce mode de paiement n'avait pas dépassé les 18,15 milliards de dinars en 2022, contre 11,17 milliards de dinars en 2021, selon les données du groupement d'intérêt économique «GIE Monétique».



Finances : Les services extérieurs appelés à mener « une révolution numérique »



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a appelé, jeudi à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant « une révolution numérique », d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.

Modernisation de l'administration fiscale « Faïd insiste sur la sensibilisation du citoyen »



Le Projet de Loi de Finances Rectificative 2023, adopté par l'Assemblée populaire nationale, vise principalement la «préservation du pouvoir d'achat des citoyens», a affirmé ce jeudi à Tipasa le ministre des Finances, Laâziz Faïd.

Hausse des dépenses publiques : Pour une reprise vigoureuse de la croissance

L'objectif fixé en matière de préservation du pouvoir d'achat des citoyens, de développement des infrastructures de base et de relance des projets socioéconomiques ayant fait l'objet de gel a amené le gouvernement à adopter une politique budgétaire qui se caractérise par un niveau élevé de dépenses publiques.

L'évolution positive des conditions macroéconomiques et financières du pays enregistrées ces deux dernières années a permis, en effet, au gouvernement de réviser à la hausse les budgets de fonctionnement de plusieurs secteurs, mais aussi les allocations budgétaires destinées à l'investissement.



[Le Premier Ministre répond aux préoccupations des députés : Les engagements du Gouvernement](#)

Le Premier Ministre, Aimene Benabderrahmane, a répondu, samedi soir, aux interrogations et préoccupations soulevées par les députés lors du débat autour de la déclaration de politique générale du gouvernement.



[Projet de Loi de finances rectificative 2023 : La préservation du pouvoir d'achat comme priorité](#)

Le projet de Loi de finances rectificative (PLFR) 2023, adopté dernièrement par l'Assemblée populaire nationale (APN), vise principalement la «préservation du pouvoir d'achat des citoyens».



[Finances: les services extérieurs appelés à mener «une révolution numérique»](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a appelé, jeudi à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant "une révolution numérique", d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.



[Pièces de rechange et produits divers](#)

[Les importations reprennent](#)

Les opérateurs économiques ont salué la décision la qualifiant de majeure...

Les opérateurs spécialisés dans l'importation de pièces de rechange détiennent enfin le sésame pour renouer avec leur activité, à savoir le document de l'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur (Algex) dont la validité court pour tout un mois. Ce dernier qui a été remis aux principaux acteurs du contingent d'importateurs, permettra de mettre fin à la pénurie qui aura durement frappé le marché de la pièce de rechange automobile.



[Débat sur la déclaration de politique générale du gouvernement](#)

[La réponse attendue de Benabderrahmane](#)

Les députés ont poursuivi jeudi le débat sur la déclaration de politique générale du gouvernement. Le Premier ministre répondra, aujourd'hui, aux questions des députés soulevées par pas moins de 337 intervenants depuis mardi dernier. Les interventions ont porté sur les préoccupations sociales des citoyens.



[Le Sahara Blend à plus de 93 dollars](#)

[Le pétrole algérien frôle les cimes](#)

Le Moyen-Orient risque l'embrasement avec l'agression barbare de Ghaza par l'entité sioniste.

Les prix du pétrole ont connu une hausse exceptionnelle. Le Sahara Blend, référence du pétrole algérien, valait 93,04 dollars, il y a quarante huit-heures, selon la dernière cotation du site spécialisé Oil Price. Soit 3,29 de plus que la veille. Ce qui fait de lui un des pétroles les plus chers au monde.



[Finances : les services extérieurs appelés à mener « une révolution numérique »](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a appelé, jeudi à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant « une révolution numérique », d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.



[Finances : Faïd appelle les services extérieurs à mener « une révolution numérique »](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a appelé, jeudi à Tipasa, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant « une révolution numérique », d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée.



[Modernisation des impôts et des Domaines de l'Etat : L'ultimatum de Faïd](#)

Gage de transparence et de prestation de qualité, la numérisation des services des finances constitue une priorité pour les pouvoirs publics. Les services extérieurs du département des Finances sont appelés à mener une révolution numérique d'ici à la fin de l'année.

C'est à partir de la wilaya de Tipasa, où il a effectué une visite de travail, que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a appelé les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'Etat, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, fixant la fin de l'année comme date butoir pour mener une révolution numérique dans le cadre de la politique de réforme adoptée.



[APLF 2024, à quoi doit-on s'attendre ?](#)

[Il sera présenté demain au Conseil des ministres](#)

L'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024 sera présenté demain au Conseil des ministres, a indiqué, mardi dernier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, dans une déclaration à la presse en marge de la présentation et du débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, affirmant que le budget de l'Etat 2024 sera axé sur le pouvoir d'achat des Algériens et l'investissement (financement des projets publics d'investissement). A noter qu'il intervient dans un contexte économique et politique international instable et défavorable, influençant la politique budgétaire et monétaire du Gouvernement.



Le gouvernement annonce le dégel définitif des promotions dans la fonction publique

Sur instruction du président de la république, Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement a décidé de lever de manière définitive le gel, en vigueur depuis 9 ans, sur les promotions dans la fonction publique.

المصالح الخارجية لقطاع المالية مطالبة بإحداث "ثورة رقمية" لعصرنة أداؤها

دعا وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس بتبيازة المصالح الخارجية للقطاع، على غرار الضرائب و أملاك الدولة، إلى مواكبة العصرنة و التطورات الحاصلة و ذلك بإحداث "ثورة رقمية" قبل نهاية السنة الجارية لعصرنة الأداء في إطار سياسة الإصلاح المنتهجة.

المحافظة على القدرة الشرائية من أبرز أهداف مشروع قانون المالية التصحيحي



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس بتبيازة أن مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني مؤخرا قبل عرضه على مجلس الأمة للمناقشة لاحقاً، يهدف أساساً إلى المحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين.



أكد أنه سيضمن الأمن الغذائي للجزائر.. وزير المالية:

قانون المالية التصحيحي سيُحسن ظروف الفئات الهشة

أكد وزير المالية، عزيز فايد، الخميس، سعي مصالحه إلى تسريع وتيرة رقمنة القطاع والانتهاؤ منها في أقرب وقت، التزاما بالبرنامج التي حددها رئيس الجمهورية، لافتا إلى أن قانون المالية التصحيحي سيضمن الأمن الغذائي ويحسن ظروف الفئات الاجتماعية المحتاجة.



أكد أن القدرة الشرائية أبرز أهداف قانون المالية التصحيحي.. فايد:

موظفو الضرائب مطالبون بإحداث ثورة رقمية

أكد وزير المالية، عزيز فايد، أول أمس، بتبيازة، أن مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني مؤخرا، قبل عرضه على مجلس الأمة للمناقشة لاحقاً، يهدف بالأساس إلى المحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين، مع دعم النشاط الاقتصادي وتنويعه وتحسين الأجور ومنحة البطالة ومنح التقاعد.



المحافظة على القدرة الشرائية من أبرز أهداف مشروع قانون المالية التصحيحي

أكد وزير المالية، عزيز فايد، اليوم الخميس بتبيازة أن مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني مؤخرا قبل عرضه على مجلس الأمة للمناقشة لاحقاً، يهدف أساساً إلى المحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين.

POUVOIR D'ACHAT

A partir de Tignes

La loi de Finances 2023 prévoit la préservation du pouvoir d'achat et le soutien de l'activité économique

Le projet de loi de Finances rectificative (PLFR) 2023, adopté dernièrement par l'Assemblée populaire nationale (APN), vise principalement la «préservation du pouvoir d'achat des citoyens et le soutien de l'activité économique», a réaffirmé jeudi à Tignes le ministre des Finances, Isahir Faid. Le PLFR 2023, adopté à la majorité, dimanche dernier, par l'APN, avant sa présentation devant le Conseil de la Nation, vise notamment la «préservation du pouvoir d'achat des citoyens, le soutien de l'activité économique et la diversification et amélioration des salaires, de l'association chômage et des retraites», a indiqué le ministre, dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya.

Ce projet de loi, inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de redressement de certains wilayas, vise, également, la garantie de la sécurité alimentaire à travers le renforcement des capacités de stockage des céréales, le soutien des prix des produits alimentaires de large consommation et l'amélioration de la situation des catégories sociales nécessitées, par la renaissance de l'association fortitaire de solidarité dédiée aux catégories déshéritées, a-t-il ajouté. Le PLFR 2023 prévoit une hausse de près de 1%, des recettes budgétaires de l'Etat, pour atteindre plus de 9.000 milliards de DA, avec une augmentation des dépenses à plus de 14.200 milliards de DA (+6,7%). A cela s'ajoute une hausse des recettes exceptionnelles à 1.450 milliards de DA, dont 800 milliards de DA provenant de Samarqah et 600 milliards de DA des dividendes de la Banque d'Algérie. Le même projet prévoit, aussi, un excédent de 2,1 milliards USD, dans le bilan des paiements au titre de l'année en cours, contre 5,3 milliards USD prévus dans la loi de Finances 2023. Le PLFR prévoit, aussi, une hausse des exportations de biens, qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 51,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,5 milliards de Dollars comparativement aux prévisions de la loi de Finances 2023. Quant aux importations de biens, elles devraient atteindre 44,5 milliards de dollars (+10,5%). S'agissant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 6,1% prévue dans la loi de Finances 2023. Cette principalement par le secteur des hydrocarbures (+6,1%). La croissance du PIB non hydrocarbures se situe, quant à elle, à 4,5% dans le PLFR 2023. Faid a, par ailleurs, souligné, la «rôle essentielle» dévolu au projet de loi fixant les conditions et modalités d'accès du foncier économique relevant du Domaine de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, dans «l'amélioration du climat des affaires et l'assouplissement des procédures au profit des investisseurs».

Rachid Louas

LAZIZ FAÏD RELANCE L'ADMINISTRATION FISCALE

« Faites votre révolution numérique »

Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a appelé, les services extérieurs de son département, à l'instar des impôts et des Domaines de l'État, à moderniser leur performance et à cadrer avec les évolutions en cours, en menant « une révolution numérique », d'ici à la fin de l'année en cours, dans le cadre de la politique de réforme adoptée. S'enquérant du fonctionnement du nouveau Centre des impôts à Tipasa, dans le cadre d'une visite de travail, Faïd a salué les efforts de l'État consistant à fournir des structures modernes aux fonctionnaires appelés à « mener une révolution numérique d'ici à la fin de l'année, notamment à travers la sensibilisation des contribuables quant à la nécessité d'adhérer à ces efforts ». « Les fonctionnaires du secteur des impôts sont tenus de regagner la confiance des citoyens vis-à-vis de l'administration fiscale, en intensifiant les opérations de sensibilisation, jugées très importantes », a expliqué le ministre, affirmant que « l'adoption de la numérisation dans le secteur des Finances est devenue une réalité et ne nécessite pas des moyens colossaux pour la concrétiser et la généraliser aux autres services, dont les services extérieurs, pour ne citer que les Domaines de l'État ». Dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau mode de gestion, le ministre a cité « plusieurs initiatives, à l'instar de la mise en place de cellules de veille conjointe (Budget/Trésor), au niveau de chaque wilaya, en vue de créer un équilibre financier, ou encore la mise en place d'un programme de formation à grande échelle au profit des personnes concer-

nées aux plans local et régional ». « La modernisation du secteur fiscal est une finalité qui permettra d'améliorer la qualité des prestations offertes, notamment à travers l'application +Jibayatic+ qui permet la déclaration à distance, ainsi que la plateforme (Moussahamatic) via laquelle il est possible de payer les impôts à distance, outre les sites Web de la Direction des impôts via lesquels sont pris en charge les doléances et les demandes de renseignements ». En vue de concrétiser la réforme souhaitée, il est nécessaire de « lancer des programmes de formation efficaces, à l'instar de la formation que prévoient les services du Trésor public, au profit de 7128 fonctionnaires en 2024 », a soutenu le

ministre. Faïd a qualifié, dans ce sens, le projet de réalisation de l'Ecole nationale du Trésor à Tipasa, dont les travaux de construction touchent à leur fin, de « grande valeur ajoutée » pour le système d'enseignement supérieur à même de renforcer le secteur des finances et d'améliorer les performances des ressources humaines à travers la formation de cadres hautement compétents dans les domaines du trésor et de la comptabilité publique. L'entrée en service de l'école offrira une capacité de formation de 500 places pédagogiques et un hébergement de 300 lits, outre des installations pédagogiques, administratives, sanitaires et sportives.

Sarah O.

MARCHÉ PARALLÈLE DE DEVISES

Après la remontée, la stabilisation

Hier dimanche, le dinar algérien a enregistré une stabilité face à l'euro, à l'achat et à la vente, mais aussi face au dollar américain, sur le marché noir de change des devises au square Port-Saïd à Alger. Selon les informations recueillies sur place, sur le marché noir de la place, l'euro s'est stabilisé à l'achat comme à la vente après une hausse vertigineuse enclenchée il y a plus d'un mois.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - Un euro s'échangeait, hier samedi, au prix de 227.00 DA à la vente, contre un cours de 229.00 à l'achat, soit 100 euros s'échangent contre 22.900 DA. Par ailleurs, le cours de change du dollar américain a également connu une stabilité à l'achat et à la vente, puisque 100 dollars s'échangent contre 21.400 DA à l'achat. La même somme vaut alors 21.700 DZD à la vente. Par ailleurs, la monnaie britannique, qui poursuit sa remontée, est proposée à 260.00 dinars à l'achat et 262.00 DA à la vente.

Quelques jours auparavant, l'euro avait enclenché une ascension fulgurante, affichant, de jour en jour, des remontées régulières de sa valeur puisque la monnaie européenne s'échangeait, désormais, il y a quelques jours seulement, contre 229.00 dinars algériens pour l'achat et contre 231.00 dinars

algériens pour la vente, sur le marché parallèle des devises. De même que le dollar américain qui a conservé aussi sa tendance haussière avec 217.00 dinars algériens contre 100 dollars à l'achat, tout en maintenant son taux de vente à 219.00 dinars algériens, un niveau atteint après avoir connu une légère augmentation au cours des jours précédents.

Cette augmentation n'est pas expliquée par les cambistes que nous avons questionnés, qui témoignent de la stabilité de la demande. «D'habitude, les hausses du cours de la devise s'enclenchent à des périodes déterminées, quand il s'agit des départs en vacances en période estivale, ou des voyages de fin d'année, les périodes de omra ou de hadj», précisent-ils. Un cambiste explique que la hausse n'est pas liée à la règle de l'offre et la demande, mais par moments, c'est la rumeur qui influe sur les fluctuations du marché. Notre interlocuteur cite les déclarations politiques qui ont trait au secteur commercial et aux opérations qui concernent notamment les opérations d'importation.

Autrement dit, la dernière décision du ministère du Commerce liée au retour à l'importation, annoncée hier concernant certains produits dans quelques secteurs bien déterminés, à savoir les produits cosmétiques, les matières premières industrielles, le textile et l'agroalimentaire. C'est ce que tente, d'ailleurs, d'ex-

pliquer un autre cambiste rencontré sur la place du change de Port-Saïd à Alger.

En effet, le ministère du Commerce a indiqué hier que les opérations d'importation en l'état de certains produits ainsi que les matières premières seront autorisées à partir du 1er novembre prochain. C'est pour dire que cette décision a été interprétée, bien avant, par les opérateurs du marché de l'import comme étant celle du « retour des importations » suspendues depuis une longue période en Algérie.

C'est aussi le climat qui prévaut sur la place des détenteurs de la monnaie étrangère, font constater les cambistes interrogés. Un cambiste au fait du marché dira que la situation est récurrente lorsque, «chacun interprète à sa manière les nouvelles décisions de l'État», notamment quand il s'agit des opérations d'importation. «Le même phénomène s'est produit lors de l'annonce de la nouvelle loi sur l'importation des véhicules de moins de 3 ans, qui a suscité une situation d'afollement parmi les concernés par l'importation d'un véhicule de l'étranger», poursuit-il. Néanmoins, l'idée de l'importation d'un véhicule de moins de 3 ans s'est évaporée au vu du coût de revient dissuasif de l'opération d'importation des automobiles usagées», conclut un cambiste habitué des grosses transactions, avant de témoigner que de grosses quantités d'euros ont été écoulées.

A. B.

HAUSSE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Pour une reprise vigoureuse de la croissance

L'objectif fixé en matière de préservation du pouvoir d'achat des citoyens, de développement des infrastructures de base et de relance des projets socioéconomiques ayant fait l'objet de gel a amené le gouvernement à adopter une politique budgétaire qui se caractérise par un niveau élevé de dépenses publiques.

L'évolution positive des conditions macroéconomiques et financières du pays enregistrées ces deux dernières années a permis, en effet, au gouvernement de réviser à la hausse les budgets de fonctionnement de plusieurs secteurs, mais aussi les allocations budgétaires destinées à l'investissement. L'année 2023 devrait connaître une augmentation globale des dépenses de l'ordre de 6,7% par rapport à ce qui était initialement prévu dans la loi de finances initiale, portant le total à 14.706,8 milliards de dinars. Malgré une hausse des recettes prévue en 2023 et 2024, sous l'effet de l'accroissement des revenus tirés des hydrocarbures et des recettes



Dr. Mourad Goumiri

fiscales, le déficit budgétaire restera considérable, soit plus de 15% du produit intérieur brut. Interrogé sur la question, le Dr Mourad Goumiri, expert dans le domaine monétaire et financier, affirme qu'il y a «une certaine propension à l'augmentation de la dépense publique, sans que les ressources de couverture suivent». Selon lui, la seule variable d'ajustement

«appuie sur les recettes des hydrocarbures, «ce qui est dangereux en cas d'inversion de la conjoncture internationale sur ce marché volatile». S'agissant du déficit budgétaire, Goumiri insiste sur le fait qu'«il doit être contenu dans des proportions raisonnables, de manière à freiner la spirale inflationniste qui annihile le pouvoir d'achat des catégories les plus vulnérables, malgré les subventions massives des produits de première nécessité».

Mais pour l'expert, l'augmentation du déficit public (dette intérieure) n'a que peu d'impact sur la croissance, du fait que cet investissement va vers les infrastructures qui ne donnent des résultats qu'à moyen et long terme. L'amélioration soutenue de la balance commerciale et l'accumulation des réserves de change peuvent-elles aider à réaliser l'équilibre budgétaire et macroéconomique souhaité? Certainement, répond l'expert, soulignant cependant la nécessité que ces ressources soient prioritairement «orien-

tées vers l'investissement productif, ce qui n'est pas toujours le cas, puisqu'elles couvrent essentiellement des dépenses dans l'administration (recrutement de fonctionnaires, amélioration des retraites, des allocations chômage et des salaires). Dans la déclaration de politique générale du gouvernement, présentée la semaine dernière à l'APN, le Premier ministre, Ahmed Benabderrahmane a rappelé que la politique sociale de l'Etat se concentre sur l'accroissement du pouvoir d'achat des citoyens, l'amélioration de la prise en charge des populations vulnérables, la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite.

Au plan économique, il a été également procédé au dégel de plus de 780 projets à la fin du mois d'août d'un coût de 1.273 milliards DA. Pour sa part, l'expert financier Boubkeur Sellami estime que le déficit budgétaire de plus de 6.000 milliards de dinars est très important. Il affirme que ce solde négatif est alimenté par les transferts sociaux, «qui visent à

assurer un meilleur pouvoir d'achat pour les citoyens», mais aussi par la déperdition fiscale liée au marché informel. Selon lui, ce marché représente près de 50% de l'économie nationale et «fait perdre à l'Etat 50% de fiscalité ordinaire». Et d'ajouter que l'impact de la hausse des dépenses publiques sur le volet social est visible, à travers l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens, mais son effet positif sur l'investissement et la croissance économique globale ne peut être qu'à long terme.

«Si le déficit est utilisé pour financer des investissements productifs et rentables, son effet ne peut être que bénéfique sur la croissance économique, à condition, bien évidemment, d'être contenus dans des limites raisonnables ne dépassant pas les capacités de remboursement. Au-delà de ce seuil, le déficit budgétaire peut avoir l'effet inverse et générer des externalités négatives sur la croissance économique», conclut-il.

■ Lyes Mechtli

Banque Postale, entrée en Bourse des banques CPA et BDL

Marché financier, l'heure du réveil !

Deux banques publiques, en l'occurrence, le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de développement local (BDL) s'approprient à faire leurs premiers pas à la Bourse d'Alger.

L'ouverture du capital du CPA est prévue au cours du mois d'octobre courant et la vente des titres d'Actions se fera dès la fin de l'année 2023 et début de l'année 2024. Un événement inédit qui marquerait une étape très importante de l'évolution du secteur bancaire national qui entamé, ainsi, une libéralisation financière progressive. Cette décision devrait améliorer la performance des établissements financiers, favoriser leur diversification et stimuler l'attractivité boursière ainsi que la compétitivité financière et économique dans le pays. Une démarche très audacieuse, étant donné que le processus d'introduction d'une banque en Bourse est assez complexe, différent de celui de la cotation d'une entreprise.

Le Gouvernement a pris son temps avant d'annoncer l'introduction en Bourse d'Alger des deux banques publiques (le CPA et la BDL). L'annonce a été faite, mardi dernier, par le Premier ministre, Aïme Benabderrahmane, lors de la présentation de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, devant



Le Gouvernement exige des établissements financiers et des banques plus de transparence et sur leur performance réelle, insistant sur l'impératif d'accélérer la numérisation des réseaux bancaires et financiers. (Photo : D.R.)

les députés à l'Assemblée Populaire Nationale (APN). Leur introduction en Bourse s'inscrit, explique-t-il, dans le cadre de la réforme du marché financier et l'amélioration de la contribution de la bourse dans la mobilisation de l'épargne. Le Gouvernement prévoit, également, dans cet objectif, de créer une Banque Postale qui permettra d'utiliser un réseau clientèle plus large pour proposer et offrir des services financiers et bancaires. Pratiquement, toutes les localités du pays sont dotées de bureaux de poste, contrairement aux banques, ce qui permettra à la poste de fournir des services bancaires et financiers, ce qui permettrait d'accroître les revenus de la Poste et de créer des emplois.

Algérie Poste compte « plus de 27 millions de comptes postaux courants (CCP) et plus de 11 millions de cartes Edahabia contre 3,7 millions de cartes CIB, tandis que le nombre des comptes bancaires s'élève à 20 millions de comptes domiciliés au niveau des banques dont 12 millions comptes épargnes », selon les chiffres avancés au mois de juin écoulés par le ministre des Fi-

nances, Laaziz Faïd. Quant au réseau bancaire national, il totalisait jusqu'à fin juin 2023, « quelque 1.720 agences, contre 1.692 agences à fin juin 2022, alors que le réseau postal compte plus de 4.000 bureaux de postes ouverts au niveau national ». Ces chiffres mettent en avant l'évolution d'Algérie Poste ces dernières années, ainsi que sa transformation numérique en plein essor.

Le Gouvernement veut tirer profit de cette évolution à travers la création d'une Banque Postale en vue de diversifier le secteur financier, comme en Italie, par exemple.

L'Algérie vise à renforcer son intégration financière et stimuler son marché financier afin d'encourager la croissance économique du pays. Pour accompagner cette transformation, le Gouvernement a tout prévu.

A commencer par des réformes structurelles, mais surtout juridiques et réglementaires. Il a procédé à la révision de la Loi sur la Monnaie et le Crédit régissant la gestion et le fonctionnement de la Banque d'Algérie et fixant ses attributions et ses opérations. Le Gouvernement exige des établissements financiers et des

banques plus de transparence et sur leur performance réelle, insistant sur l'impératif d'accélérer la numérisation des réseaux bancaires et financiers pour réussir le processus de libéralisation financière. Il a précisé, dans sa Déclaration de politique générale, soumise au débat à l'APN le processus à suivre pour réussir l'entrée en Bourse du CPA et de la BDL. Un processus d'évaluation de la banque pour déterminer la valeur de son Action et l'élaboration d'un plan de formation de l'ensemble des cadres qui accompagneront cette opération est déjà en place a fait savoir le Premier ministre, annonçant « la préparation des nouveaux statuts de la banque permettant de se conformer aux dispositions relatives aux conditions d'admission à la Bourse des valeurs mobilières, puis à l'obtention de l'approbation du Conseil des participations de l'Etat (CPE) et du visa de la Cosob autorisant l'ouverture du capital du CPA qui interviendra en octobre 2023 ». « Quant au lancement de la vente de titres auprès des guichets des intermédiaires agréés, il est prévu à partir de la fin 2023 », a-t-il précisé.

Samira Takharboucht

وزير المالية يصرح أن قطاعه ماض نحو التحول الرقمي ويؤكد تكوين 7128 موظفا في إدارة الخزينة العمومية في 2024

المحدد للقواعد العامة المتعلقة بالصفقات العمومية، مرددا أنه ومن أجل تجسيد عملية الإصلاح؛ فإن القطاع ملزم بضمان التكوين المستمر لفائدة كافة الإدارات والهيئات العمومية من أجل مسايرة العصرنة. وتعتزم إدارة الخزينة العمومية تكوين 7128 موظفا خلال سنة 2024، زيادة على باقي الإدارات العمومية.

وأشار الوزير إلى أن زيارته لولاية تيبازة تأتي عشية المصادقة على مشروع القانون المحدد لشروط وكيفية منح العمار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة، الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية ويسهم بأهميته البالغة في تحسين مناخ الأعمال، وتذليل الإجراءات لفائدة المستثمرين.

كما لفت إلى أنه ومن أجل دعم ومرافقة مختلف الجهات الفاعلة المعنية بتنفيذ النمط الجديد لتسيير الميزانية، بادرت وزارة المالية بالعديد من الإجراءات، بما في ذلك تنصيب خلايا يقظة مشتركة (ميزانية/خزينة) على مستوى كل الولايات، بالإضافة إلى وضع برنامج تكوين واسع النطاق لفائدة الفاعلين المعنيين، على المستويين، المحلي والجهوي.

وأوضح أن النمط الجديد من التسيير يعد إصلاحا واسع النطاق يستوجب مزيدا من الوقت لضمان ثباته والتحكم التام في كل التقنيات المتعلقة به، مؤكدا أن مشروع قانون المالية التصحيحي يهدف إلى تعزيز تنفيذ القرارات المتخذة من

● كشف وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، عن عزم إدارة الخزينة العمومية تكوين ما يقارب 7128 موظفا خلال سنة 2024، زيادة على باقي الإدارات العمومية، مؤكدا أن قطاعه ماض بسرعة نحو التحول الرقمي الذي سيمكن من مواكبة تحديات العصر من خلال إدراج التكنولوجيات الحديثة في إدارة قطاع المالية.

وأوضح وزير المالية خلال تفقده لمركز الضرائب بتيبازة، أن عملية الرقمنة بقطاع المالية شهدت مؤخرا تطورا ملحوظا، مشيرا إلى عمل دائرته الوزارية على قدم وساق على تعجيل وتيرتها في القطاع. ولفت فايد إلى أن التحول الرقمي في القطاع سيفتح المجال أمام مواكبة التحولات والتحديات التي يفرضها العصر؛ من خلال إدراج التكنولوجيات الحديثة في تسيير وإدارة مصالح القطاع المالي، وذلك بتعزيز المقومات الإدارية والبشرية والمادية من أجل تحقيق هذا المسعى في أقرب الأجل، وبالتالي تحسين عمل الإدارة وتوفير خدمات مميزة للمواطنين تتسم بالأنية والسرعة والأمان.

وأشار الوزير إلى أن عصرنة القطاع الضريبي غاية قصوى ستسمح بتبسيط وتحسين نوعية الخدمة للمواطن والمكلف بالضريبة، مؤكدا أن ما شهدته مديرية الضرائب لولاية تيبازة، على غرار غيرها من الولايات من أبواب مفتوحة حول رقمنة القطاع الضريبي، ترمي إلى تعزيز الخدمات الرقمية، إيمانا

طرف الحكومة، والمتعلقة خصوصا بالحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، ودعم النشاط الاقتصادي وتنويعه، وتحسين الأجور ومنحة البطالة ومنح التقاعد، ومواصلة البرامج الاستدراكية لبعض الولايات، بالإضافة إلى ضمان الأمن الغذائي عن طريق رفع قدرات تخزين الحبوب ودعم المواد الغذائية ذات الاستهلاك الواسع، وكذا تحسين ظروف الفئات الاجتماعية المحتاجة من خلال إعادة تثمين منحة التضامن لصالح الفئات الاجتماعية الفقيرة.

واستعرض الوزير فايد الجهود الميزانية التي سخرتها الدولة لفائدة الولاية، وبحسبه فالأرقام الواردة في البرنامج الجاري إلى غاية 31 ديسمبر 2022 في ميزانية التجهيز للدولة، تظهر مبلغا إجماليا من تراخيص البرامج المسجلة في إطار البرنامج القطاعي غير المركز لصالح ولاية تيبازة يقارب 139.4 مليار دينار ل5366 عملية. كما ينص البرنامج الجديد على رخصة برنامج بقيمة 3.9 مليار دينار لتمويل 48 مشروعا تتعلق بقطاعات رئيسية، بما في ذلك التعليم والصحة والأشغال العمومية والري.

أما بالنسبة لبرامج تنمية البلديات، فأشار المسؤول الأول على قطاع المالية أن ولاية تيبازة استفادت من مبلغ قدره 2.2 مليار دينار إلى غاية 31 ديسمبر 2022، موجه لتمويل 310 مشاريع إنمائية محلية ضرورية للتكفل بالاحتياجات الأساسية والانشغالات المباشرة لمواطني الولاية.

ب. سليم

بضرورة توعية المواطنين وتحسيسهم حول طرق استخدامها والتعريف بالمزايا التي توفرها إدارة الجباية عن بعد، والتقرب من المواطن في إطار علاقة جوارية وقضاء تبادلي.

وتتمثل الخدمات الإلكترونية في الترقيم الجباي والمصادقة على الرقم التعريفي الجباي، وكذا القيام بالإجراءات الجباية عن بعد، عبر نظام خدمة "جبايتك" و"يوايه" مساهمته، وتوفير معلومات ذات جودة، فضلا عن القوانين والوثائق الجبائية في قالب إلكتروني عصري، وغيرها من الخدمات التي يوفرها الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب، دون نسيان التكفل بكل الشكاوى ومطالبات الاستفسار عبر روابط الاتصال الرقمية المتاحة.

وتسعى الوزارة، يقول فايد، إلى إشراك جميع الأطراف الفاعلة بشكل غير متحيز في مسعى التبسيط الإداري، لبناء نظام جباي فعال وعادل، مع تعزيز وعي المواطن بخصوص مسألة تقبل الضريبة وخلق الثقة داخل المجتمع، مشيرا إلى الجهود التي يبذلها موظفو المصالح الخارجية لقطاع المالية في سبيل تحقيق الثورة الرقمية، داعيا إياهم لرفع المزيد من التحدي والعمل على تقديم صورة مثلى للقطاع من خلال الالتزام بالمهنية.

ولفت الوزير إلى أن الجزائر خطت خطوة عملاقة في مجال إصلاح المالية العمومية مع صدور القانون رقم 15/18 المتعلق بقوانين المالية والقانون رقم 07/23 المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، والقانون رقم 12/23

ضمن قانون المالية التصحيحي.. وزير المالية، إجراءات جديدة للمحافظة على القدرة الشرائية

دعم الاقتصاد وتحسين الأجور ومنح البطالة والتقاعد



أكد وزير المالية، لعزیز هاید، الخميس بتبنيها أن مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني مؤخرا قبل عرضه على مجلس الأمة للمناقشة لاحقا، يهدف أساسا إلى المحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين.

أوضح الوزير، في تصريح صحفي أدلى به في ختام زيارة عمل قانته للولاية، أن مشروع قانون المالية التصحيحي 2023 المصادق عليه

المجلس الشعبي الوطني المقدم من قبله للمناقشة على مجلس الأمة يهدف على وجه الخصوص للمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين ودعم النشاط الاقتصادي وتوجيه وتحسين الأجور ومنحة البطالة ومنح التقاعد.

كما يهدف مشروع القانون المندرج في إطار مواصلة الجهود الاستدراكية لفائدة بعض الولايات إلى "ضمان الأمن الغذائي عن طريق رفع قدرات تخزين الحبوب، ودعم المواد الغذائية ذات الاستهلاك الواسع وتحسين ظروف الخشبات الاجتماعية المحتاجة من خلال إعادة تلمين المنحة الجزافية للتضامن لصالح الفئات الاجتماعية الفقيرة"، وفقا للوزير.

ويترقب مشروع القانون ارتفاعا في إيرادات ميزانية الدولة بحوالي 13 بالمائة لتصل إلى قرابة 9000 مليار دج، وارتفاع النفقات إلى أكثر من 14.700 مليار دج (+ 7.6 بالمائة). كما يتوقع ارتفاع الإيرادات الاستثنائية إلى 1410 مليار دج، منها 848 مليار دج من سوناطراك و400 مليار دج من أرباح بنك الجزائر.

ويتوقع أيضا أن يسجل ميزان المدفوعات بترسيم العام الجاري، هائضا بـ 97% مليار دولار، مقارنة بـ 5.7 مليار دولار في تقديرات قانون المالية 2023.

وبالنسبة للمصادرات، سترتفع إلى 52.8 مليار دولار في 2023، بزيادة قدرها 0.5 مليار دولار مقارنة بتقديرات قانون المالية 2023، فيما يرتقب أن تصل واردات السلع إلى 41.5 مليار دولار (12.54 بالمائة).

وبخصوص معدل النمو الاقتصادي، يتوقع أن يسجل في المائة خلال السنة الجارية، مقابل 4.1 بالمائة حسب تقديرات قانون المالية لسنة 2023، مدفوعا أساسا بنمو قطاع المحروقات (1.64 بالمائة). كما سيسجل الناتج الداخلي الخام خارج قطاع المحروقات، نموا بنسبة 4.9 بالمائة، وبخصوص مشروع القانون المحدد لشروط وكيفية منح المعازر الاقتصادية التابع للأملك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، أفاد الوزير بأنه "سيتم بأصحية بالغة في تحسين مناخ الأعمال، وتذليل الإجراءات لفائدة المستثمرين".

المصالح الخارجية للمالية مطالبة بإحداث "ثورة رقمية"

ويعتبر هاید بأن "عصرنة القطاع الضريبي تعد غاية قصوى مسموح بتبسيط وتحسين نوعية الخدمة المقدمة خاصة من خلال الاعتماد على تطبيق "جيباتي" الذي يتيح إمكانية التصريح عن بعد وكذا بوابة "مساعدتي" التي تسمح بإجراء عملية دفع

المحروقات، نمو بنسبة 4.9 بالمائة، وبخصوص مشروع القانون المحدد لشروط وكيفية منح المعازر الاقتصادية التابع للأملك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، أفاد الوزير بأنه "سيتم بأصحية بالغة في تحسين مناخ الأعمال، وتذليل الإجراءات لفائدة المستثمرين".

المصالح الخارجية للمالية مطالبة بإحداث "ثورة رقمية"

ويعتبر هاید بأن "عصرنة القطاع الضريبي تعد غاية قصوى مسموح بتبسيط وتحسين نوعية الخدمة المقدمة خاصة من خلال الاعتماد على تطبيق "جيباتي" الذي يتيح إمكانية التصريح عن بعد وكذا بوابة "مساعدتي" التي تسمح بإجراء عملية دفع

الضرائب من بعد إلى جانب التكفل بالشكاوى وطيات الاستفسار عبر المواقع الإلكترونية لمديرة الضرائب.

وتجسيد الإصلاح المنشود، يمتد برامج تكوينة عمالية على غرار ما تعتمد مصالح الخزينة العمومية القيام به وذلك ببرمجة تكوين 7128 موظفا خلال سنة 2024، زيادة عن باقي الإدارات العمومية، وفقا لما أفاد به الوزير.

وفي هذا السياق، وصف هاید مشروع إنجاز المدرسة الوطنية للخزينة بمدينة

تيازة الذي انتهت اشغال الجازة بنسبة شبه كلية، به القيمة المضاعفة الكبيرة لمتظومة التكوين العالي التي سيمتدز به قطاع المالية ومن شأنه تحسين أداء الموارد البشرية من خلال الإصرار على تكوين كوادر ذات كفاءات عالية مستقبلا في قطاع للخزينة والحاسبة المالية العمومية.

وستضمن المدرسة عند دخولها حيز الخدمة تكوينا بمطابقة 500 مقعد بيداغوجي وإقامة بقدرة 300 سرير بالإضافة إلى أجنحة بيداغوجية وإدارية وهيكل صحبة ورياضية حيث تتوفر على مساحة إجمالية تقدر بأكثر من 11 ألف متر مربع، فيما تقي إجراءات عملية تجهيزها وبعض اشغال التهيئة جارية لاستلام المشروع نهائيا.

من جهة أخرى، استعرض وزير المالية الجهود التي سخرتها الدولة لفائدة ولاية تيازة والتي قال أنها تتوفر على "إمكانات عامة من شأنها أن تقدم الإضافة اللازمة للاقتصاد الوطني لاسيما في قطاع السياحة والفلاحة والصيد البحري"، مبرزا بأنها استفادت سنة 2022 من ميزانية تجهيز من خلال تراخيص البرامج المسجلة في إطار البرنامج القطاعي غير المركز يقارب 139.4 مليار دج موزعة على 536 عملية.

وإحسان سنة 2023، خصصت للولاية رخصة برنامج بقيمة 3.9 مليار دج لتمويل 48 مشروعا تتعلق بقطاعات أساسية، بما في ذلك التعليم والصحة والأشغال العمومية والرعي.

أما بالنسبة لبرامج تنمية الينديات، فقد استفادت تيازة -حسب الحساب المقدمة من قبل الولاية- من مبلغ قدره 2.2 مليار دج إلى غاية 31 ديسمبر 2022، خصص لتمويل 310 مشاريع إنمائية محلية ضرورية للتكفل بالاحتياجات الأساسية والانشغالات المباشرة لمواطني الولاية مما ساهم في تحسين ملحوظ لمؤشرات التنمية الاجتماعية الاقتصادية للولاية.

دعا وزير المالية، لعزیز هاید، يوم الخميس بتبنيها المصالح الخارجية للقطاع، على غرار الضرائب وأملك الدولة، إلى مواكبة العصرنة والتطورات الحاصلة وذلك بإحداث "ثورة رقمية" قبل نهاية السنة الجارية لعصرنة الأداء في إطار سياسة الإصلاح المنتهجة.

وخلال وقوفه على سير مركز الضرائب الجديد في إطار زيارة عمل قانته للولاية، ثمن وزير المالية مجهودات الدولة المتمثلة في توفير هيكل عصري لصالح الموظفين، مطالبا إياهم بـ "إحداث ثورة رقمية على أحسن وجه قبل نهاية السنة، لاسيما من خلال تحسين الخاضعين للضرائب للانطراط في هذه المساعي".

وأوضح الوزير في هذا الصدد قائلاً: "مطلوب من موظفي قطاع الضرائب استرجاع ثقة المواطنين في إدارة الضرائب من خلال تكثيف العمليات التحسسية نظرا لأهميتها البالغة"، مشددا على أن "اعتماد الرقمنة في قطاع المالية أصبح واقعا ملموسا وهي لا تتطلب إمكانات ضخمة لتجسيدها وتعميمها على باقي المصالح بما فيها المصالح الخارجية التابعة لقطاع المالية على غرار أملك الدولة".

وفي إطار عصرنة أداء مختلف المصالح التابعة لقطاع المالية وتجسيد نمط جديد في الشهيبي، صرح الوزير أنه "تم استحداث العديد من المبادرات لاسيما منها لتصيب خلايا بخطة مشتركة (ميزانية/خزينة) لإحداث التوازن المالي على مستوى كل الولايات ووضع برنامج تكوين واسع النطاق لفائدة المعنيين وذلك على المستوى المحلي والجهوي".

واعتبر هاید بأن "عصرنة القطاع الضريبي تعد غاية قصوى مسموح بتبسيط وتحسين نوعية الخدمة المقدمة خاصة من خلال الاعتماد على تطبيق "جيباتي" الذي يتيح إمكانية التصريح عن بعد وكذا بوابة "مساعدتي" التي تسمح بإجراء عملية دفع

عليه بالأغلبية الأحد الماضي من قبل المجلس الشعبي الوطني قبل عرضه للمناقشة على مجلس الأمة يهدف على وجه الخصوص للمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين ودعم النشاط الاقتصادي وتوجيه وتحسين الأجور ومنحة البطالة ومنح التقاعد.

كما يهدف مشروع القانون المندرج في إطار مواصلة الجهود الاستدراكية لفائدة بعض الولايات إلى "ضمان الأمن الغذائي عن طريق رفع قدرات تخزين الحبوب، ودعم المواد الغذائية ذات الاستهلاك الواسع وتحسين ظروف الخشبات الاجتماعية المحتاجة من خلال إعادة تلمين المنحة الجزافية للتضامن لصالح الفئات الاجتماعية الفقيرة"، وفقا للوزير.

ويترقب مشروع القانون ارتفاعا في إيرادات ميزانية الدولة بحوالي 13 بالمائة لتصل إلى قرابة 9000 مليار دج، وارتفاع النفقات إلى أكثر من 14.700 مليار دج (+ 7.6 بالمائة). كما يتوقع ارتفاع الإيرادات الاستثنائية إلى 1410 مليار دج، منها 848 مليار دج من سوناطراك و400 مليار دج من أرباح بنك الجزائر.

ويتوقع أيضا أن يسجل ميزان المدفوعات بترسيم العام الجاري، هائضا بـ 97% مليار دولار، مقارنة بـ 5.7 مليار دولار في تقديرات قانون المالية 2023.

وبالنسبة للمصادرات، سترتفع إلى 52.8 مليار دولار في 2023، بزيادة قدرها 0.5 مليار دولار مقارنة بتقديرات قانون المالية 2023، فيما يرتقب أن تصل واردات السلع إلى 41.5 مليار دولار (12.54 بالمائة).

وبخصوص معدل النمو الاقتصادي، يتوقع أن يسجل في المائة خلال السنة الجارية، مقابل 4.1 بالمائة حسب تقديرات قانون المالية لسنة 2023، مدفوعا أساسا بنمو قطاع المحروقات (1.64 بالمائة). كما سيسجل الناتج الداخلي الخام خارج قطاع

لعمصرة أدائها.. وزير المالية، لتعزيز فايد، المصالح الخارجية لقطاع المالية مطالبة بإحداث "ثورة رقمية"

المشروع نهائيا، من جهة أخرى، استعرض وزير المالية الجهود التي سخرتها الدولة لفائدة ولاية تيزازة، والتي قال إنها تتوفر على "إمكانيات عامة من شأنها ان تقدم الإضافة اللازمة للاقتصاد الوطني، لا سيما في قطاع السياحة والفلاحة والصيد البحري"، مبررا بأنها استقادت سنة 2022 من ميزانية تجهيز من خلال تراخيص البرامج المسجلة في إطار البرنامج القطاعي غير المركز يقارب 139.4 مليار دج موزعة على 536 عملية.

ولحساب سنة 2023، خصصت للولاية رخصة برنامج بقيمة 3,9 مليار دج لتمويل 48 مشروعا تتعلق بقطاعات أساسية، بما في ذلك التعليم والصحة والأشغال العمومية والري. أما بالنسبة لبرنامج تنمية المبادرات، فقد إمتدات تيزازة - حسب العvisلة المقدمة من قبل الولاية- من مبلغ قدره 2.2 مليار دج إلى غاية 31 ديسمبر 2022، خصص لتمويل 310 مشاريع إنعاشية محلية ضرورية للتكفل بالاحتياجات الأساسية والانشغالات المباشرة لمواطني الولاية مما ساهم في تحسن ملحوظ لمؤشرات التنمية الاجتماعية الاقتصادية للولاية.

دفع الضرائب عن بعد الى جانب التكفل بالشكاوي وطلبات الاستفسار عبر المواقع الإلكترونية لمديرية الضرائب، ولتجسيد الاصلاح المنشود، يتعين "بعث برامج تكوينية فعالية على غرار ما تتمتع به مصالح الخزينة العمومية القيام به، وذلك ببرنامج تكوين 7128 موظفا خلال سنة 2024، زيادة عن باقي الإدارات العمومية، وفقا لما أفاد به الوزير.

وفي هذا السياق، وصف السيد فايد مشروع إنجاز المدرسة الوطنية للخزينة بمدينة تيزازة الذي انتهت أشغال إنجازه بنسبة شبه كلية، بد القيمة المضافة الكبيرة لمنظومة التكوين العالي التي سيعزز به قطاع المالية، ومن شأنه تحسين أداء الموارد البشرية من خلال الإصرار على تكوين كوادر ذات كفاءات عالية مستقبلا في قطاع للخزينة والمحاسبة المالية العمومية. وستضمن المدرسة عند دخولها حيز الخدمة تكويننا بطاقة 500 مقعد بيداغوجي وإقامة بقدرة 300 سرير بالإضافة إلى أجنحة بيداغوجية وادارية وهياكل صنية ورياضية حيث تترعب على مساحة اجمالية تقدر بأكثر من 11 ألف متر مربع، فيما تبقى إجراءات عملية تجهيزها وبعض أشغال التهيئة جارية لاستلام



التابعة لقطاع المالية وتجسيد نمط جديد في التسيير، صرح الوزير أنه تم استحداث العديد من المبادرات لاسيما منها تنصيب خلايا يقطة مشتركة (ميزانية/خزينة) لإحداث التوازن المالي على مستوى كل الولايات ووضع برنامج تكوين واسع النطاق لفائدة المعنيين وذلك على المستوى المحلي والجهوي

واعتبر فايد بأن "عصرنة القطاع الضريبي تعد غاية قصوى ستسمح بتبسيط وتحسين نوعية الخدمة المقدمة، خاصة من خلال الاعتماد على تطبيق "جبايتي" الذي يتيح امكانية التصريح عن بعد وكذا بوابة "مساهمتي" التي تسمح بإجراء عملية

دعا وزير المالية، لتعزيز فايد، بتيزازة المصالح الخارجية للقطاع، على غرار الضرائب وأملاك الدولة، إلى مواكبة العصرنة والتطورات الحاصلة، وذلك بإحداث "ثورة رقمية" قبل نهاية السنة التجارية لعصرنة الأداء في إطار سياسة الإصلاح المنتهجة.

وخلال وقوفه على سير مركز الضرائب الجديد في إطار زيارة عمل قاده للولاية، ثنن وزير المالية مجهودات الدولة المتمثلة في توفير هياكل عصرية لمصالح الموظفين، مطالبا إياهم بـ "إحداث ثورة رقمية على أحسن وجه قبل نهاية السنة، لاسيما من خلال تحسيس الخاضعين للضرائب للانخراط في هذه المساعي"، وأوضح الوزير في هذا الصدد قائلا: "مطلوب من موظفي قطاع الضرائب استرجاع ثقة المواطنين في إدارة الضرائب من خلال تكثيف العمليات التحسينية نظرا لأهميتها البالغة"، مشددا على أن "اعتماد الرقمنة في قطاع المالية أصبح واقعا ملموسا وهي لا تتطلب إمكانيات ضخمة لتجسيدها وتعميمها على باقي المصالح، بما فيها المصالح الخارجية التابعة لقطاع المالية على غرار أملاك الدولة".

وفي إطار عصرنة أداء مختلف المصالح

موازاة مع استقرار مؤشرات الاقتصاد الكلي وانتعاش صندوق ضبط الإيرادات توقع بلوغ احتياطي الصرف أكثر من 73 مليار دولار نهاية العام

● احتياطي الصرف يكسب نحو 12 مليار دولار في ظرف سنة

استعاد احتياطي الصرف الجزائري من تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي ومستويات عالية لأسعار النفط، حيث قدر متوسط سعر النفط الجزائري، خلال السنة الحالية، بنحو 83 دولارا للبرميل، فضلا عن تسجيل فائض في ميزاني التجارة والمدفوعات وفائض الحساب الجاري. وعلى ضوء ذلك، فإنه يتوقع أن يكسب احتياطي الصرف ناتجا إضافيا بحوالي 12 مليار دولار مقارنة بنهاية سنة 2022، التي بلغ فيها الاحتياطي 60.99 مليار دولار، ليصل إلى نحو 73 مليار دولار.

ومن بين المؤشرات الملحوظة أيضا انتعاش صندوق ضبط الإيرادات الذي سجل ناتجا إيجابيا قدر مع نهاية سبتمبر 2022 بنحو 698.1 مليار دينار جزائري أو ما يعادل 5.2 ملايين دولار أمريكي. وقد تم تمويل الصندوق بفضل الفوائض المسجلة برسم الجباية البترولية المقررة في قانون المالية 2022، ويرشح مع متوسط سعر النفط، بفرق السعر المرجعي (الجباية) المقدر بـ 60 دولار بأكبر من 12 دولارا في البرميل أن يضمن انتعاش الصندوق.

وقد كان ناتج الصندوق قد بلغ سنة 2017 مستوى الصفر، قبل أن يستعيد الناتج إيرادات إيجابية بمستوى يقدر بـ 437.4 مليار دينار في 2018، ثم يعود إلى مستوى الصفر في 2019، حسب تقديرات بنك الجزائر. ومع سنة 2020 يلاحظ استعادة صندوق ضبط الإيرادات لناتج إيجابي، حيث بلغ 526.9 مليار دينار في 2020 و681.1 مليار دينار في 2021 ونحو 698.1 مليار دينار نهاية سبتمبر 2022، مع توقع بلوغ أعلى مستوى مع نهاية 2022 مقارنة بالسنوات الماضية، خاصة أن سنة 2022 عرفت ارتفاعا لمستوى الإيرادات نتيجة ارتفاع المعبر لأسعار النفط.

تطور مستوى احتياطي الصرف مليار دولار

الفترة	القيمة (مليار دولار)
ديسمبر 2015	144.133.2
مارس 2016	137.666.9
جوان 2016	128.990.6
سبتمبر 2016	121.857.6
ديسمبر 2016	114.137.9
مارس 2017	108.495.5
جوان 2017	106.291.7
سبتمبر 2017	102.400.3
ديسمبر 2017	97.332.3
مارس 2018	94.529.4
جوان 2018	88.608.8
سبتمبر 2018	86.080.9
ديسمبر 2018	79.882.1
مارس 2019	74.042.4
جوان 2019	69.732.3
سبتمبر 2019	65.022.3
ديسمبر 2019	62.755.8
مارس 2020	58.925.0
جوان 2020	54.794.6
سبتمبر 2020	51.216.1
ديسمبر 2020	48.167.3
مارس 2021	44.322.9
جوان 2021	43.463.7
سبتمبر 2021	44.723.6
ديسمبر 2021	45.295.7
مارس 2022	45.606.5
جوان 2022	47.921.1
سبتمبر 2022	52.763.1
ديسمبر 2022	66.990.0
مارس 2023	66.140.0
ديسمبر 2023	73.000.0



من الواردات من السلع والخدمات خارج عوامل الإنتاج.

وشهد احتياطي الصرف الجزائري نموا إيجابيا خلال سنتي 2022 و2023، فقد قدر مستوى احتياطي الصرف في نهاية مارس 2023 بنحو 66.14 مليار دولار مقابل 60.99 مليار دولار في نهاية ديسمبر 2022، بزيادة خلال ثلاثة أشهر بنحو 5.15 ملايين دولار، وسط توقع بلوغ مستوى الاحتياطي مستويات أعلى في حدود 73 مليار دولار، مع الاستعادة من مزاي مستويات أسعار النفط التي تبقى على عمومها مرتفعة نسبيا.

وتستفيد الجزائر من تحسن في أهم مؤشرات الاقتصاد الكلي، فقد سجل ناتج حساب رأس المال مثلا محصلة إيجابية إلى نهاية سبتمبر 2022، بقيمة 0.681 مليار دولار، بينما بلغ الناتج الإجمالي لميزان المدفوعات 11.573 مليار دولار والناتج الخارجي الجاري 10.892 مليار دولار.

ويتوقع أن يسجل الميزان التجاري وميزان المدفوعات ناتجا إيجابيا هذه السنة بعد أن قدر فائض الميزان التجاري برسم عام 2022 بنحو 17 مليار دولار، وهو مرشح لأن يبلغ مع نهاية السنة الحالية 11.3 مليار دولار.

وكان مستوى احتياطي الصرف حسب تقديرات بنك الجزائر، قد بلغ 52.763 مليار دولار في نهاية سبتمبر 2022 مقابل 45.296 مليار دولار في نهاية ديسمبر 2021 و44.724 مليار دولار مع نهاية سبتمبر 2021، بارتفاع قيمته 7.465 مليار دولار و8.039 مليار دولار على التوالي.

بالمقابل، فإن مخزون الذهب التقديري للجزائر بلغ إلى نهاية سبتمبر 2022 مستوى 5.585.772.702 أوقية ذهبية، فيما بلغ وفق آخر التقديرات 5.5 ملايين أوقية، بما يعادل حوالي 10 ملايين دولار.

حفيظ صوالي

● إلى جانب انتعاش صندوق ضبط الإيرادات، بعد أن نصب وصيده في هيفري 2017، حيث بلغ حسب تقديرات بنك الجزائر في سبتمبر 2022 نحو 700 مليار دينار، فإن احتياطي الصرف الجزائري عرف مستوى ومنحى تصاعديا خلال سنة 2023. وقد شهد احتياطي الصرف ارتفاعا إيجابيا مطردا، حيث كسب ناتج الاحتياطي نحو 5.15 ملايين دولار خلال ثلاثة أشهر ما بين نهاية ديسمبر 2022 ونهاية مارس 2023، واستمر في منحنى تصاعدي مع استقرار أسعار النفط في مستويات عالية.

وقد عرف متوسط سعر النفط الجزائري "خام مزيج الصحراء" مستوى عاليا نسبيا وإن كان أقل من المستوى المسجل في سنة 2022، حيث قدر برسم عام 2022 بنحو 104.24 دولار للبرميل، فيما بلغ المعدل خلال النصف الأول من سنة 2023 ما قيمته 80.64 دولارا للبرميل، وهو مستوى يظل أعلى من السعر المرجعي المعتمد في قانون المالية والمقدر بـ 50 دولارا للبرميل، في حين قدر إلى نهاية سبتمبر 2023 بنحو 82.91 دولارا للبرميل.

ويرتقب أن يعرف احتياطي الصرف وفقا للتقديرات الإحصائية ارتفاعا إلى نهاية السنة الحالية 2023، متجاوزا حاجز 73 مليار دولار. وقد عرف مستوى احتياطي الصرف تحسنا مطردا، حيث بلغ نهاية سبتمبر 2022 أكثر من 54 مليار دولار، فيما بلغ 64.63 مليار دولار نهاية هيفري 2023 و66.19 مليار دولار نهاية مارس 2023.

ووفقا لتقديرات الحكومة فإن احتياطي الصرف بلغ في نهاية سنة 2022 ما يقارب قيمة 61 مليار دولار أمريكي مقابل 45.3 مليار دولار أمريكي في نهاية سنة 2021، مسجلا زيادة بنسبة 34.7% في المائة، التي تمثل 15.7 شهرا



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger